

COLLECTIF POUR UNE ALGÉRIE NOUVELLE

Pour la première fois depuis l'indépendance de l'Algérie, la société s'impose comme acteur politique incontournable à travers des manifestations massives contre le système autocratique et pour la réédification de l'Etat national sur des valeurs de démocratie et de liberté. Cette mobilisation citoyenne inédite est l'expression d'une volonté de rompre définitivement avec la légitimité historique et ses dérives et de passer vers une autre forme de légitimité : la légitimité démocratique.

Ce passage, dont le temps est irréversiblement venu, nécessite une prise en charge réelle et immédiate des aspirations au changement des Algériennes et des Algériens et leur inscription dans une démarche de transformation constitutionnalisable, concertée et consensuelle, mais qui reste réaliste et pragmatique.

Pour ce faire, nous militants, intellectuels, universitaires, journalistes et hommes de culture, nous nous sommes réunis le jeudi 14 mars de 14h à 17h, à Alger, et avons échangé longuement sur la crise que vit le pays et les moyens d'en sortir dans les meilleurs délais avec le moins de dérapages et de manquements possibles. Face aux diverses propositions qui s'expriment ça et là quant à la nécessité d'engager le pays dans un processus transitoire en guise de réponses aux revendications des Algériennes et des Algériens, nous avons estimé que, préalablement à toute démarche allant dans ce sens, il convient de mettre en place immédiatement des mesures d'urgence en phase avec les exigences les plus évidentes du mouvement. Il s'agit :

- 1- D'abroger immédiatement toutes les lois liberticides (la loi sur les réunions publiques et les manifestations, le code de l'information, la loi sur les partis, la loi sur les associations et les syndicats, etc.) pour permettre aux Algériens de s'organiser et de s'exprimer librement.
- 2- De restituer les sigles des structures politique, syndicale et associative héritées de la Guerre de libération (FLN, UGTA et Association des Oulémas), jusque-là usurpées par le système, à la mémoire collective.
- 3- De supprimer définitivement le ministère des Moudjahidine et de le remplacer par un Conseil national en charge du dossier.
- 4- De supprimer définitivement le ministère de la Communication et de le remplacer par un Conseil national en charge des affaires du secteur.
- 5- De supprimer le ministère des Affaires religieuses et de le remplacer par un Conseil national du culte. S'agissant des propositions faites par M. Abdelaziz Bouteflika, notamment un gouvernement de technocrates sous la direction de MM. Ramtane Lamamra et Noureddine Bedoui ainsi qu'une conférence nationale inclusive devant déboucher sur une nouvelle Constitution, les participants sont unanimes à les rejeter dans le fond et dans la forme. Il ne s'agit plus, dans les conditions actuelles, de réformer

le système, même radicalement, mais d'organiser son départ pacifiquement et de mettre une place une Algérie Nouvelle.

A cet effet, les deux propositions phares sont :

- 1- De rompre définitivement avec la légitimité historique et ses ferments politiques et économiques, notamment le national-populisme, le centralisme, l'autoritarisme et le régime rentier.
- 2- D'aller vers une légitimité démocratique en mettant en place les conditions morales et matérielles de l'exercice de la démocratie. Au sujet du mouvement citoyen en cours et des évolutions qu'il peut enregistrer dans les jours et les semaines qui viennent, les participants ont insisté sur le maintien de la mobilisation pour l'isolement total du système et ont convenu de la nécessité d'œuvrer pour une meilleure coordination entre toutes les initiatives citoyennes s'inscrivant dans une démarche de rupture avec le système, mais aussi d'entrer en contact avec tous les acteurs politiques susceptibles de contribuer à la réédification de l'Etat national sur des valeurs de démocratie et de liberté.

LES PRÉSENTS :

Amar Ingrachen, universitaire, journaliste –
Kaci Sadi, universitaire –
Nabil Souami, militant de la démocratie –
Abdesslam Ali-Rachedi, professeur en médecine et militant de la démocratie –
Ahmed Meliani, enseignant –
Ahmed Saadoud, économiste –
Saïd Oussad, journaliste, écrivain –
Ali Kahlane, chef d'entreprise, expert international en TIC –
Mourad Ouchichi, économiste –
Nouredine Bessadi, universitaire –
Ahmed Rouadjia, sociologue –
Messaoud Belhasseb, universitaire –
Abdelkrim Haouari, universitaire –
Faradj Talbi, militant de la démocratie –
Taous Aït Mesghat, médecin, chroniqueuse –
Zahia Bouroubi-Saim, militante de la démocratie –
Fayçal Houma, chef d'entreprise, militant de la démocratie –
Anouar Rahmani, écrivain –
Wezna Moula, militante de la démocratie –
Cherif Driss, politologue –
Djellali Badis, militant de la démocratie –
Yamina Bair, journaliste, militante de la démocratie –
Belkacem Boukherouf, économiste –
Mhand Slimani, militant de la démocratie –
Chafia Amiri, militante de la démocratie –
Abderrezak Dourari, professeur des universités, linguiste –

Khaled Zirem, militant de la démocratie –
Anis Saidoun, étudiant, militant de la démocratie –
Issam Mermoune, étudiant, militant de la démocratie –
Rabeh Sebaa, professeur de sociologie –
Said Madjour, militant de la démocratie